

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 10 au 16 septembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Elections au Gabon, Discours Salle Wagram, Calais, Burkini-laïcité ...

Discours salle Wagram : en légère baisse, modéré

17 nouveaux correspondants ont réagi au discours cette semaine, portant le total à 38 messages.

- Stable en volume mais en hausse en proportion (67% contre 57% vendredi dernier), les soutiens font la part belle aux témoignages d'émotion et de remerciement pour ce discours « *lumineux* » : « **j'ai apprécié votre vision de la République et la définition du monde de demain** qui n'a peut-être pas l'approbation de tous pour l'instant, mais que vous avez le courage de définir ». A notamment été souligné le ton et la détermination du Président, qui **se démarque des « batailles d'égo »** par sa « **lucidité** » et son « **sang-froid à toute épreuve** ». Ces **paroles « réconciliatrices »** constituent pour ces intervenants « *la meilleure réponse au terrorisme* ». Parmi eux, 5 expriment avec satisfaction leur confiance retrouvée en l'avenir, y compris dans les domaines économique et social et adressent leurs encouragements pour 2017. Plus réservé, un correspondant regrette qu'il n'y ait pas eu plus de discours de cette ampleur depuis 2012.
- 18% demandent à ce que ce discours qui « *lance sa candidature* » soit considéré comme tel et décompté du temps de parole du Président-candidat. En conséquence, ils réclament que les frais de déplacements du Chef de l'Etat relèvent désormais du périmètre des dépenses de campagne.
- En baisse, les critiques (18%) questionnent toujours la pertinence d'une réponse au terrorisme centrée sur l'Etat de droit. **Si la plupart ont apprécié le discours, ils craignent qu'il ne soit rendu inaudible dans un contexte de menace très élevée et durable, voire en dessous de la réalité, en citant les récents attentats déjoués** : « *Ne faites pas d'angélisme, les Français ne peuvent être convaincus des paroles sur l'Etat de droit lorsqu'on est en état d'urgence et compte-tenu de la menace : le 1er droit c'est le droit à la vie* ».

Alstom : modéré

L'annonce de la fermeture et du transfert du site Alstom de Belfort a entraîné **assez peu de réactions** (18) :

- Un tiers d'entre elles **mettent en cause la politique industrielle du Gouvernement**, plus largement le « **manque d'imagination** » de l'ensemble de la classe politique accusée de « **subir au lieu de prévoir et d'agir** » et l'incapacité des capitaines d'industrie à anticiper les besoins des marchés nationaux captés par des groupes étrangers.

Au-delà du « *choc* » provoqué par l'annonce de la direction, la plupart des messages expriment une incompréhension au regard du carnet de commandes « *bien rempli* » du groupe (« *Nous étions heureux de savoir qu'Alstom avait signé un contrat d'un milliard aux Etats-Unis mais maintenant nous apprenons qu'ils veulent fermer un site, c'est incompréhensible, il faut défendre notre industrie* »), du savoir-faire technologique développé par ce « *fleuron français* », et des besoins de renouvellement des trains express régionaux (« *Où en est la commande de 1000 TER dont les régions ont besoin ?* »).
- **La dimension patrimoniale d'Alstom** est évoquée à plusieurs reprises pour appuyer une demande d'intervention et « **plus de protectionnisme** » : « *L'Etat est actionnaire à hauteur de 20% dans le capital d'Alstom, vous avez donc le pouvoir d'intervenir et de sauver un bastion industriel français, symbole de notre savoir-faire et de notre renommée internationale* ». Symbole d'un attachement national, quelques-uns ont insisté sur **l'impact pour leur territoire et son identité** : « *l'histoire de cette entreprise est indissociable de notre ville : Belfort c'est Alstom et Alstom c'est Belfort* ».
- Enfin, si deux personnes saluent « **le volontarisme** » du Chef de l'Etat dans la conduite de ce dossier, une autre s'offusque du « **bruit médiatique** » autour de cette affaire : « *vous annoncez une mobilisation de tous... je vous rappelle qu'il y a des millions de chômeurs en France !* ».

A noter que **la polémique sur le niveau d'information détenu par l'exécutif n'a fait réagir qu'une personne** qui a dénoncé « *les mensonges de l'Etat* ».

Fiscalité – baisse d'impôts : modéré

23 contribuables ont souhaité s'exprimer à propos de la baisse d'impôts annoncée le 9 septembre dernier.

- Feuilles d'impôts à l'appui, **plus de la moitié d'entre eux dénoncent un « mensonge d'Etat » et se disent « victimes d'un matraquage fiscal qui dure depuis plusieurs années »** : « comment pouvez-vous prétendre que les impôts baissent alors que les miens ont explosé ! A quoi rime votre propagande ? ». Parmi eux quelques retraités dénoncent « une double peine » s'estimant également « victimes du gel des pensions », entraînant la « dégringolade de [leur] pouvoir d'achat ».
- Si une demi-douzaine revendiquent leur « fierté de contribuer à travers l'impôt à construire des routes, financer des écoles et les services publics », ils expriment leur lassitude « de voir les impôts augmenter tous les ans » exacerbée par le constat d'une « absence d'amélioration » de la situation du pays, voire pour certains d'« une dégradation ».
- Par ailleurs, une poignée de Français exhortent le Chef de l'Etat à « arrêter de demander aux classes moyennes de payer pour tous ces privilégiés » et ont « un arrière-goût d'injustice sociale » lorsqu'ils constatent que des « multinationales comme Apple » font de l'optimisation fiscale qui « lèse la société et les peuples pour toujours plus de richesses ».
- Enfin, **3 bénéficiaires de baisses d'impôts ont souhaité « vivement remercier » le Président** pour « cette promesse tenue ».

Menace terroriste – attentats déjoués : modéré

Si les projets d'attentats et les multiples arrestations n'ont que faiblement été commentés, **une quinzaine de messages abordent sous divers angles la menace terroriste.**

Soucieux de « participer à leur niveau » à la lutte contre le terrorisme, **cinq citoyens expriment leur sentiment d'impuissance : « donnez-nous les clés, des moyens d'agir ».**

Le **rôle des médias** est également évoqué par cinq personnes. Unaniment critiques, ils reprochent aux journalistes de divulguer des informations « passibles de mettre en danger les Français » : « Quelle stupidité d'expliquer à une heure de grande écoute comment faire exploser des bonbonnes de gaz ».

Enfin, l'attente de mesures juridiques d'exception est abordée à quatre reprises : « Pendant que vous pleurnichez en évoquant les droits de l'homme les islamistes creusent nos tombes ! ».

Calais / accueil des migrants : faible à modéré

L'annonce du démantèlement de la « jungle » de Calais et de la répartition des réfugiés sur l'ensemble du territoire a suscité 13 réactions, toutes critiques. Si **un quart alerte le Chef de l'Etat sur l'impact économique de cette répartition** (« vous allez dégrader l'image de la France entière, le tourisme va baisser sur tout le territoire »), **la majorité justifie son mécontentement en invoquant des raisons sécuritaires** : « il est avéré que des terroristes se trouvent parmi les réfugiés, nous ne serons plus en sécurité nulle part, bravo ! ». Directement concernés, deux habitants de Forges-les-Bains (commune devant accueillir 91 réfugiés) accusent le Président de la République « de prendre les Français en otage » et de dégrader leurs conditions de vie.

Dalai-lama à Paris : faible

Fortement déçus, près d'une quinzaine de correspondants ont fait part de leur incompréhension de l'absence de réception officielle du Dalai-lama à l'Elysée « alors que son prédécesseur l'a fait », insistant sur sa popularité et son image d'homme de paix. Une poignée d'entre eux se montrent particulièrement critiques, accusant le Chef de l'Etat de cautionner les actes « immoraux » de la Chine.

Elections au Gabon : en forte baisse, très faible

Estimant que la France doit « prendre ses responsabilités », moins de dix correspondants demandent au Chef de l'Etat d'intervenir au Gabon afin de « rétablir la démocratie ».